

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3740 - MARDI 12 MAI 2020

## DOSSIER 100 JOURS

# Première comparution de Vital Kamerhe et consorts

Le procès mettant en cause le directeur de cabinet du chef de l'Etat et ses deux co-accusés, Jamaal Samih et Mohima Jeannot, respectivement entrepreneur libanais et chargé de l'import-export à la présidence de la République, a finalement eu lieu le 11 mai à l'ex-Prison centrale de Makala. Le Tribunal a renvoyé l'affaire au 25 mai pour la suite de l'instruction, le temps pour la défense de s'imprégner des pièces, et à la chambre du conseil d'examiner les demandes de liberté provisoire sollicitée par la défense en faveur de leurs clients. Pour rappel, Vital Kamerhe est poursuivi pour détournements des deniers publics, blanchiment des capitaux et corruption dans le cadre de l'exécution du programme d'urgence de 100 jours initié par le président de la République.

Page 3



Vital Kamerhe à la barre/DR

## COVID-19

### Denis Mukwege sollicite urgent des tests de diagnostic pour le Sud-Kivu



Dr Denis Mukwege et le gouverneur Ngwabidje

Le Dr Denis Mukwege a sollicité, au cours d'une conférence de presse tenue le 9 mai 2020 à Bukavu, l'approvisionnement urgent des tests de diagnostic au Covid-19, avant le déclenchement de la courbe exponentielle épidémique. Pour le coordonnateur de la riposte au Covid-19 dans cette province et Prix Nobel de la paix, cette fourniture rapide éviterait de nombreux décès, mais aussi l'augmentation de la précarité de la population, l'explosion des troubles sociaux et l'exacerbation de l'insécurité dans la province.

Page 5

### La RDC dépasse le cap de mille cas confirmés



Un pavillon des malades de Covid-19 à Kinshasa

En deux mois depuis la déclaration officielle de cette pandémie, le pays a rapporté le 10 mai mille vingt-quatre cas testés positifs au coronavirus. En dépit de l'augmentation des cas positifs, sept cent trente-un patients présentent une bonne évolution. Entre-temps, quatre cent vingt-cinq cas suspects sont en cours d'investigation. Cinq nouvelles guérisons ont,

par ailleurs, été rapportées faisant un total de cent quarante-un guéris. Sur les trente-cinq zones de santé que compte Kinshasa, cinq sont les plus touchées. Il s'agit de Kokolo qui vient en tête de liste avec quatre-vingt-huit cas, suivie de Binza Ozone (cent treize cas) et de Gombe (quatre-vingt-dix-neuf cas).

Page 2

## KASAÏ ORIENTAL

### Olpa exige une enquête après l'agression de deux journalistes à Mbuji Mayi

Page 3

## ÉDITORIAL

## Coordination

À quelques jours du déconfinement qui doit permettre à notre pays de sortir progressivement du fossé économique et social creusé brutalement par la pandémie du coronavirus, il n'est ni trop tôt, ni malsain de rappeler que la société civile dans son ensemble va devoir se mobiliser afin d'éviter que ce retour à la normale provoque une relance du Covid-19 dont les conséquences seraient à coup sûr terribles. Et, par conséquent, il convient de réfléchir dès maintenant à la façon dont la nation congolaise toute entière coordonnera ses actions dans le but de résoudre les multiples problèmes auxquels elle se trouve confrontée comme d'ailleurs toutes les nations de la planète.

Jamais, en vérité, une telle coordination n'a été aussi nécessaire, aussi essentielle, aussi vitale. Sur le plan sanitaire, bien sûr, puisque seul le strict respect des règles de distanciation, de propreté, de protection d'ensemble contre le virus mettra la collectivité nationale à l'abri des dangers mortels que celui-ci fait peser sur elle. Mais aussi sur le plan économique dont dépend la relance de nos activités sur toute l'étendue du territoire national et donc la reprise de la longue marche vers l'émergence que nous avons engagée il y a deux décennies. Pour dire les choses de façon encore plus claire ce qui va se jouer dans les prochaines semaines n'est pas seulement notre avenir immédiat, mais aussi et surtout celui des nouvelles générations qui nous succéderont.

La sortie de la crise qui nous frappe aujourd'hui ne sera possible en réalité que si chacun, à la place qu'il occupe dans la société, fait acte de civisme, c'est-à-dire, respecte strictement les consignes données par les autorités de la République dans le but de mettre notre pays à l'abri de la pandémie en cours sur les cinq continents. Alors en effet et alors seulement nous pourrions tous repartir d'un bon pas sur la route du progrès, développer notre économie et créer suffisamment d'emplois, former les jeunes de telle façon qu'ils puissent vivre demain dans de bonnes conditions, protéger aussi la nature qui nous entoure et dont dépend très directement notre avenir.

Jamais, c'est évident, il n'a été aussi nécessaire d'adresser en continu de tels messages au peuple congolais.

*Le Courier de Kinshasa*

## COVID-19

## La RDC dépasse le cap de mille cas confirmés

En deux mois depuis la déclaration officielle de cette pandémie, le pays rapporte le dimanche 10 mai mille vingt-quatre cas testés positifs au Covid-19.



Un pavillon des malades de Covid-19 à Kinshasa

En dépit de l'augmentation des cas positifs, il est à noter que sept cent trente-un patients présentent une bonne évolution. Entre temps, quatre cent vingt-cinq cas suspects sont en cours d'investigation. Cinq nouvelles guérisons ont été rapportées. Ce qui fait un total de cent quarante-un guéris. Depuis la déclaration de la pandémie en République démocratique du Congo (RDC), le pays a enregistré quarante-un décès. Pour la journée du dimanche, la coordination de la riposte n'a notifié aucun décès par-

mi les cas confirmés. Par contre, trente-quatre nouveaux cas confirmés, dont trente-deux à Kinshasa, un au Nord-Kivu à Goma et un autre à Bukavu au Sud-Kivu. Depuis le début de cette pandémie, la RDC a notifié des cas dans sept provinces sur les vingt-six existantes, dont la ville de Kinshasa reste de loin l'épicentre avec neuf cent trente-huit cas confirmés sur mille vingt-quatre soit 91% à ce jour. Sur les trente-cinq zones de santé que compte la ville de Kinshasa, cinq sont touchées. La zone de santé de Kokolo

vient en tête d'affiche avec quatre-vingt-huit cas. Elle est suivie de Binza Ozone avec cent treize cas, Gombe quatre-vingt-dix-neuf cas. Limete soixante-treize cas et Binza Météo cinquante-cinq cas. Rappelons qu'après la première prorogation, les deux chambres du Parlement ont validé la deuxième prorogation de l'Etat d'urgence sanitaire décrété par le chef de l'Etat, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le 19 mars 2020, pour stopper la propagation du coronavirus en RDC.

*Blandine Lusimana*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepêchesdebrazzaville.com](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : [regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## DOSSIER 100 JOURS

## Première comparution de Vital Kamerhe et consorts

La première audience publique mettant en cause Vital Kamerhe a finalement eu lieu ce lundi 11 mai dans l'enceinte du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa (CPRK), ex-Prison centrale de Makala, en présence des prévenus et de leurs avocats. Le Directeur de cabinet du chef de l'Etat s'est présenté avec ses deux co-accusés, en l'occurrence, le Libanais Jamaal Samih et Mohima Jeannot respectivement représentant en RDC de la société de construction turque Karbod et chargé de l'Import-export à la présidence de la République.

Pour cette première audience, il a été question pour la Cour, outre l'esquisse des griefs à charge des prévenus, de procéder à leur identification et à l'ouverture de l'instruction. Cependant, les avocats de la défense ont émis quelques préoccupations en rapport avec la procédure, estimant qu'ils étaient préjudiciés pour n'avoir pas pris connaissance au préalable des pièces constitutives des dossiers de leurs clients. Le ministère public, ont-ils indiqué, a enfreint au droit de la défense en refusant délibérément de lever copies des dossiers à charge de leurs clients afin de leur permettre de s'en imprégner aux fins utiles. Des allégations que le ministère public qui représente l'organe de la loi a rejetées tout en exhortant les avocats à se rendre au Greffe où les documents y afférents sont consignés.

Profitant de cette séance

publique, les avocats de Vital Kamerhe ont réitéré leur demande de liberté provisoire au bénéfice de leur client laquelle est restée sans suite nonobstant les correspondances adressées à cette fin. Cette liberté provisoire, ont-ils dit, est censée permettre à leur client de se faire soigner et de préparer efficacement sa défense. La même demande a été également émise par la défense de l'entrepreneur libanais Samih Jammal qui a évoqué l'état de santé préoccupant du prévenu. A ces deux requêtes, la Cour a préféré renvoyer leur examen en chambre du conseil qui devra se décider. Le tribunal s'est donc donné quarante-huit heures pour se prononcer sur ces demandes de mise en liberté provisoire.

« Kamerhe se dédouane » Alors qu'ils se sont opposés à l'ouverture de l'instruction, estimant n'être pas suffisamment éclairés



Vital Kamerhe /DR

sur la nature de l'interrogatoire qu'allaient subir leurs clients, les avocats de Vital Kamerhe et de Samih Jammal ont dû faire mauvaise fortune bon cœur en acceptant néanmoins la comparution de leurs clients. Ces derniers ont dû répondre aux questions préliminaires de la Cour.

Très serein et décontracté dans sa tenue de prisonnier, Vital Kamerhe a précisé d'emblée être intervenu dans le programme

d'urgence de cent jours à titre de directeur de cabinet du président de la République. Et d'ajouter qu'ils étaient au nombre de neuf superviseurs avec comme coordonateur, Nicolas Kazadi. Le leader de l'UNC s'est dit surpris que ce soit à lui seul qu'on a tendance à jeter l'anathème. Il a dénoncé ce qu'il a qualifié de « piège » et de « questions tendancieuses » quand il lui a été demandé de préciser sa fonction et son rôle

dans le programme de cent jours. Quant à ses relations avec l'homme d'affaires libanais Samih Jammal, il s'est demandé à quel titre devrait-il le connaître d'autant plus, a-t-il ajouté, « j'ai rencontré beaucoup de gens dans ma vie ». Parlant de l'autre co-accusé, Jeannot Muhima, il a avoué le connaître seulement de nom et que c'était sa toute première fois de le voir physiquement.

Eu égard aux préoccupations soulevées par la défense ainsi que par les avocats de la République qui s'est constituée partie civile, le Tribunal a décidé de renvoyer le procès Vital Kamerhe au 25 mai prochain pour la poursuite de l'instruction.

Pour rappel, le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Vital Kamerhe, est poursuivi pour détournements des deniers publics, blanchiment des capitaux et corruption dans le cadre de l'exécution du programme intérimaire d'urgence de 100 jours initié par le président de la République dont il a été la plaque tournante dans la passation des marchés.

Alain Diasso

## KASAÏ ORIENTAL

## Olpa exige une enquête après l'agression de deux journalistes à Mbuji Mayi

Pour cette ONG qui condamne cette agression des professionnels des médias et s'attend à l'identification des auteurs et leur déferrement devant la justice, il s'agit manifestement d'une violation de la législation congolaise et des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme.

L'organisation de promotion et de défense de la liberté de la presse en RDC, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), attend des autorités de la province du Kasai oriental, une enquête après l'agression de Serge Kayeya et de Jean Baptiste Kabeya, journalistes à la Radio Fondation Daniel-Madimba (FDM Radio), qui est une station communautaire émettant à Mbuji mayi, chef-lieu de ladite province.

Cette organisation a noté, en effet, que Serge Kayeya et Jean Baptiste Kabeya, qui revenaient, le 8 mai 2020, du tournage d'une émission dans le territoire de Katanda à 60 km de Mbuji Mayi, ont

été agressés, aux alentours de 20 heures (heure locale), au péage du pont Lubilanji, à l'entrée de la ville de Mbuji mayi, par un groupe d'agents de la Direction générale des recettes du Kasai oriental et se réclamant proches du gouverneur de la province du Kasai oriental, Jean Maweja Muteba.

A en croire Olpa, ces agents ont confisqué tout ce que les journalistes détenaient par devers eux dont deux téléphones, trois casques du studio, deux enregistreurs, avant de les assener des coups de poing. « Ils n'ont eu la vie sauve que grâce à l'intervention des éléments de la Po-

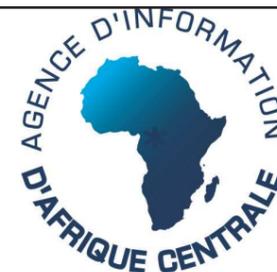


Serge Kayeya et Jean Baptiste Kabeya/Olpa

lice nationale congolaise », a précisé cette ONG qui note que ces agresseurs ont accusé leurs victimes, les deux journalistes, d'appartenir à un média qui diffuse les informations qui minimisent les actions du gouverneur de la province. Olpa, qui condamne cette agression des journalistes, a souligné qu'il s'agit manifestement d'une violation de la législation congolaise et des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme et exige, par voie de conséquences, une enquête qui permettra d'identifier les auteurs de ces actes et les défermer devant les juridictions compétentes. Cette organisation exige également la restitution des effets confisqués.

Lucien Dianzenza

**FONDATION**  
GOTÈNE



## CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

**« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »**

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

**Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène**  
**Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71**

## COVID-19

# Denis Mukwege sollicite l'approvisionnement urgent des tests de diagnostic pour le Sud-Kivu

Pour le coordonnateur de la riposte au Covid-19 dans cette province et Prix Nobel de la paix, Dr Denis Mukwege, cette fourniture rapide éviterait de nombreux décès, l'augmentation de la précarité de la population, l'explosion des troubles sociaux et l'exacerbation de l'insécurité.



Dr Denis Mukwege et le gouverneur Ngwabidje Radio Svein

Le Dr Denis Mukwege a sollicité, au cours d'une conférence de presse tenue le 9 mai 2020 à Bukavu, l'approvisionnement urgent des tests de diagnostic au Covid-19, avant le déclenchement de la courbe exponentielle épidémique. Dans cette activité animée conjointement avec le gouverneur de province Théo Ngwabidje Kasi, il a également été soulevé les besoins en cas de résurgence de la maladie dans cette province. Tout en saluant l'implication de toute la

population du Sud-Kivu dans la lutte contre cette pandémie, à telle enseigne qu'aujourd'hui la province ne compte aucun cas confirmé de coronavirus, Dr Denis Mukwege a noté

qu'un approvisionnement urgent des tests éviterait de nombreux décès, l'augmentation de la précarité de la population, l'explosion des troubles sociaux et l'exacerbation

de l'insécurité qui, selon lui, constituerait une situation susceptible de porter un coup dur sur la paix fragile dans cette province. Il plaide notamment pour dix mille kits de

**« La menace est présente et notre province reste vulnérable. Vous suivez comment la pandémie progresse dans la capitale de notre pays. Et, sous d'autres cieux, les gens continuent à mourir par milliers, et pourtant ce sont des pays mieux équipés que le nôtre »**

prélèvement naso-pharyngés, dix mille tests antigéniques rapides et cinq mille tests de diagnostic moléculaires POCT. Dr Denis Mukwege, qui a indiqué que le Sud-Kivu est aujourd'hui confronté à des difficultés pour obtenir ces tests, à cause de plusieurs dysfonctionnements identifiés au niveau de la chaîne d'approvisionnement, a, par ailleurs, reconnu que l'approvisionnement de ces tests nécessite une collaboration étroite entre les organisations nationales telles que l'Institut national de recherches biomédicales, le ministère de la Santé de la RDC ainsi que les organisations internationales telles que l'OMS. Dr Denis Mukwege et le gouverneur Théo Ngwabidje Kasi, qui ont reconnu que, selon les premiers résultats engrangés, le Sud-Kivu a contenu la pandémie du coronavirus, préviennent qu'il serait imprudent de s'endormir sur ses lauriers. « La menace est présente et notre province reste vulnérable. Vous suivez comment la pandémie progresse dans la capitale de notre pays. Et, sous d'autres cieux, les gens continuent à mourir par milliers, et pourtant ce sont des pays mieux équipés que le nôtre », a rappelé le Prix Nobel de la paix, appelant tout le monde à ne pas baisser la garde et à rester vigilant.

Lucien Dianzenza

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

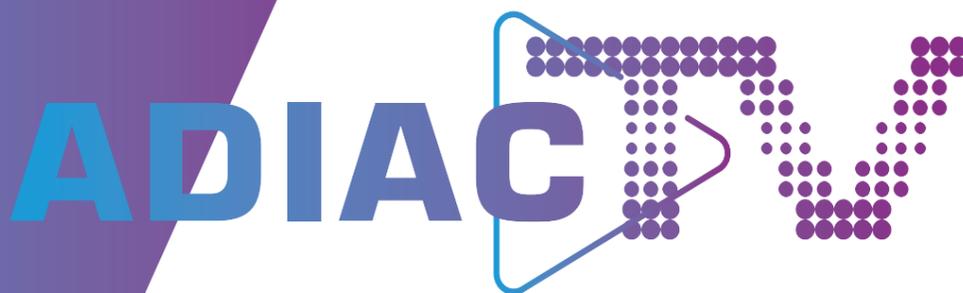
[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)





# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## POÉSIE

## Trente-huitième Marché de la poésie, Focus éditeurs et revues

**Yves Boudier, président, et Vincent Gimeno-Pons, délégué général, espèrent la tenue du trente-huitième Marché de la Poésie qui devrait avoir lieu du mercredi 21 au dimanche 25 octobre, place Saint-Sulpice à Paris.**

Une belle espérance culturelle à la sortie du confinement qui, de surcroît, s'accompagnera peut-être de l'agrément supplémentaire de l'été indien !

Les organisateurs sont d'ores et déjà à pied d'œuvre pour mettre en place la manifestation, placée sous le signe : « Pour le livre et la lecture ! édition spéciale 2020 ».

Pour l'heure, les inscriptions des éditeurs et des revues commencent à arriver, confient-ils. « Vous pouvez d'ores et déjà consulter les fiches des participants qui les ont remplies ». « Nous avons également commencé à mettre en ligne les nouveautés annoncées par les éditeurs, (de janvier 2020 aux parutions à venir d'octobre), déjà au nombre en-

courageant de 177 à ce jour. Ces deux rubriques, fiches et nouveautés, seront alimentées au fur et à mesure par les participants ».

« La situation de l'édition de création est plus que jamais en difficulté. Aussi, afin de donner plus encore de visibilité au travail des éditeurs et revues, avons-nous décidé de créer une rubrique : « Focus : 1 éditeur / 1 revue, 1 jour ». Chaque semaine, une Infolettre présentera le travail de 7 éditeurs ou revues sur le site. Pour cette première semaine, rendez-vous est donné avec L'Atelier des noyers, Les Carnets du dessert de lune, Héros-limite, Illador, Les Mains, La Société des Amis d'Aragon et d'Elsa Triolet et



Marché de la poésie

Voix d'encre.

« Cela vous permettra de vous familiariser avec leur travail, de préparer votre venue au Marché, de consulter également leurs sites internet. Ainsi informés, vous pourrez demander, voire commander, leurs publications et nou-

veautés chez vos libraires qui ouvriront de nouveau à partir de lundi prochain, » précisent les organisateurs. En 2014, pour sa trente-deuxième édition, le Marché de la poésie, avec l'appui de la Librairie galerie Congo, avait mis à l'honneur la région du Bassin du Congo

pour la richesse de ses œuvres poétiques. De ce fait, une délégation de dix-sept auteurs originaires d'Afrique centrale s'étaient prêtés aux séances de lectures de poèmes et des dédicaces à Paris, au cœur de la place Saint-Sulpice.

Marie Alfred Ngoma

## LIBYE

## Couac sur l'opération européenne Irini au large de la Libye

**A peine commencée, l'opération européenne de contrôle de l'embargo des armes au large de la Libye connaît sa première «tuile».**

Cette tuile politique est l'oeuvre du gouvernement maltais, qui a notifié officiellement à l'Union européenne (UE) son refus d'engager des ressources militaires supplémentaires dans l'opération Irini - visant à faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye. Malte oppose son veto aux décisions relatives aux dépenses pour le débarquement des migrants et le financement des drones. Cette nouvelle intervient quelques heures avant le lancement des opérations navales, déployées au large la Libye.

Malte a toujours été proche de la Libye, géographiquement et politiquement, et entretient des liens culturels et économiques. Elle a aussi soutenu le gouvernement d'entente nationale (GNA) de Tripoli, et sous Mouammar Kadhafi. Cette annonce intervient quelques jours après que le gouvernement de Tripoli ait envoyé une lettre aux membres du conseil de sécurité des Nations unies pour dénoncer l'opération Irini comme «partielle et partisane». Cette annonce intervient quelques jours après que le gouvernement de Tripoli ait envoyé une lettre aux membres de sécurité des Nations unies dénonçant l'opération Irini «partielle et partisane».

Cette position marque une rupture de la position européenne sur la Turquie, sur l'opération de la politique de sécurité et de

défense commune (PSDC), et s'explique par le ressentiment qu'a Malte d'un manque de solidarité de la part des Européens. La Valette se dit aux prises à une «crise sans précédent» avec des flux «disproportionnés» d'arrivées (+438%) dues au trafic d'êtres humains et veut garder ses ports fermés aux migrants sauvés en mer. Or les Européens n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un partage de responsabilité des personnes secourues en mer. Malte a envoyé une demande au Haut représentant de l'UE lui demandant de mettre en place une aide humanitaire pour la Libye - et surtout du gouvernement de Tripoli - et de réactiver la mission EUBAM Libya, chargée de l'assistance aux frontières, en la réorientant vers l'aide humanitaire.

Une demande qui s'est heurtée à un silence, plus proche d'un refus, que de l'ouverture d'une discussion. Or il n'est pas possible pour les Européens, de faire l'économie d'une vraie débat sur la Libye et de redéfinir leur position, de façon plus tranchée. Malgré les dires officiels d'un soutien au gouvernement de Tripoli, les Européens semblent avoir perdu tout espoir de voir Fayez El Sarraj stabiliser la Libye. A cause de son incapacité à résoudre la crise libyenne, ses accords avec Ankara. Le processus de Berlin de janvier, n'a non plus produit les effets escomptés. La neutralité allemande, conjointement à la France et à l'Italie, pour imposer un nouveau rythme à la négociation, plus politique et moins militaire n'a non plus marché.

Noël N-dong

## VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

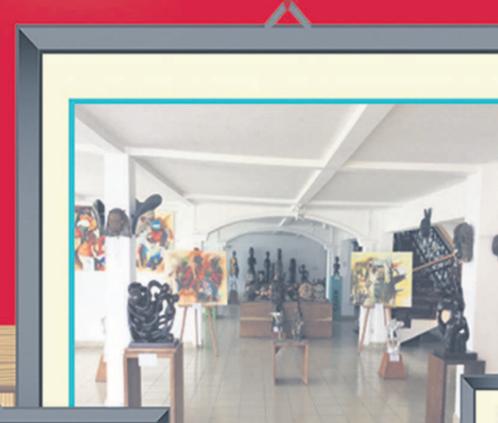
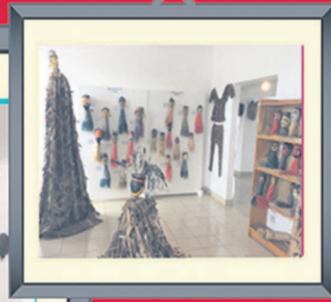
PEINTURES

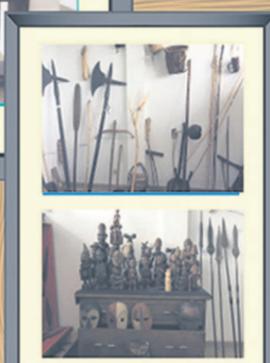
CÉRAMIQUES

MUSIQUE



galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gusso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## COVID 19

# La crainte d'une deuxième vague de contaminations dans certaines parties du globe

**Des dizaines de millions de personnes en France et en Espagne ont commencé lundi à retrouver une partie de leur liberté de mouvement mais la crainte d'une deuxième vague reste entière au moment où le coronavirus resurgit en Corée du Sud et à Wuhan.**

Port du masque obligatoire dans les transports, distanciation sociale de rigueur, appels à continuer à privilégier le télétravail : les gouvernements espagnols et français ont tâché de favoriser une reprise après deux mois d'activité au point mort. L'espoir et la joie de renouer avec un semblant de vie sociale sont cependant bien présents dans ces deux pays parmi les plus endeuillés par la pandémie qui a fait plus de 280.000 morts dans le monde. En France, le confinement strict et sans précédent imposé à la population depuis le 17 mars semble avoir porté ses fruits : le bilan quotidien des décès est tombé dimanche soir à 70, le chiffre le plus bas depuis cette date. Mais avec un bilan total de plus de 26.000 morts, l'un des plus lourds au monde, les dirigeants ont appelé à la prudence.

En Espagne, pour limiter les risques de propagation, seule une partie du pays était déconfinée lundi. Des grandes villes comme Madrid et Bar-

celone restent soumises à de sévères restrictions dans ce pays qui est aussi l'un des plus touchés avec plus de 26.000 morts. A travers la planète, partout la vigilance est de mise alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) redoute une deuxième vague de la pandémie qui a conduit au confinement plus de la moitié de l'humanité et plongé l'économie planétaire dans une récession record. Les autorités iraniennes ont mis en garde dimanche contre un regain de l'épidémie dans le pays un mois après avoir autorisé la réouverture progressive des commerces et le retour au travail. Elles ont rétabli les restrictions de déplacement dans la province du Khouzestan. En Corée du Sud, où l'épidémie avait été jugulée, la capitale Séoul a ordonné des fermetures des bars et discothèques en raison de l'apparition d'un foyer de contamination dans un quartier de la vie nocturne de Séoul. Malgré ces mesures adoptées dès ce week-end, 35

nouveaux cas ont été recensés lundi. A Wuhan, la ville chinoise où le virus avait commencé à frapper, les autorités ont annoncé un nouveau cas dimanche et cinq lundi, après plus d'un mois de répit à la suite d'un confinement draconien. La Russie a enregistré lundi 11.656 cas supplémentaires de contamination dont plus de la moitié à Moscou. Le pays dénombre 221.344 cas, selon les autorités. La mortalité officielle reste cependant relativement basse avec 2.009 victimes. Les autorités de Moscou et de sa région ont annoncé la prolongation du confinement jusqu'au 31 mai et rendu obligatoire le port d'un masque dans les transports en commun et les magasins, cet exemple ayant été suivi par la deuxième ville du pays, Saint-Petersbourg.

L'Inde a commencé son processus de déconfinement mais interdit toujours de se déplacer entre Etats, ainsi que les vols nationaux et internationaux. Le pays compte plus de 2.100 morts, mais selon les épidémiologistes, le pic n'y sera pas atteint avant juin ou juillet. Son réseau ferroviaire, l'un des plus vastes du monde, doit voir reprendre

le trafic progressivement à partir de mardi.

Les écoles du Bénin ont rouvert leurs portes lundi, avec des consignes strictes de distanciation, d'hygiène et distribution de masques. Tous les établissements scolaires, à l'exception des maternelles et des universités, accueillent à nouveau leurs élèves protégés par des masques, dont le port est obligatoire au Bénin, et en imposant une distanciation sociale d'un mètre. Le gouvernement du président Patrice Talon a également lancé une grande campagne de dépistage des enseignants au coronavirus, pour tenter de rassurer parents et élèves. La Nouvelle-Zélande va graduellement lever le confinement au cours des dix prochains jours, même si des restrictions demeureront. Au sortir de 70 jours de confinement, l'alerte sanitaire sera ramenée au niveau 2 (sur 4) à partir de jeudi, date à laquelle les centres commerciaux, cinémas, restaurants et terrains de jeux rouvriront. Sous le niveau 2 de l'alerte sanitaire, les frontières internationales demeureront fermées mais la vie à l'intérieur du pays va retrouver une forme de nor-

malité.

En Allemagne, souvent citée en exemple pour l'efficacité de sa gestion de la crise, le seuil critique de 50 nouvelles contaminations pour 100.000 habitants a été franchi dans trois cantons. En Angleterre, le Premier ministre britannique Boris Johnson, lui-même rescapé du Covid-19, a annoncé dimanche prolonger au moins jusqu'au 1er juin le confinement dans le pays qui comptabilise plus de 32.000 morts. Le Royaume-Uni veut instaurer une période de quarantaine obligatoire pour les voyageurs arrivant par avion. Aux Etats-Unis, les conseillers économiques du président Donald Trump ont défendu la possibilité de faire redémarrer l'économie des Etats-Unis. Ces derniers jours, deux employés de la Maison Blanche - un militaire qui est au service du président et la porte-parole du vice-président Mike Pence - ont été testés positifs au virus. Au Pays-Bas, les écoles primaires et garderies rouvrent partiellement. En Belgique, la plupart des commerces rouvrent. La Bolivie et le Sri Lanka commencent également à se déconfiner.

*Julia Ndeko avec AFP*

## AFRIQUE

## 190 000 personnes pourraient mourir si la maladie n'est pas contrôlée

**Le Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a annoncé de nouvelles projections lors de la conférence de presse virtuelle tenue le 10 mai, avec le soutien du Forum économique mondial.**

Selon la nouvelle étude du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique, quatre-vingt-trois mille à cent quatre-vingt-dix mille personnes en Afrique pourraient mourir du Covid-19 et de vingt-neuf à quarante-quatre millions pourraient être infectées si les mesures de confinement échouent. « *Même si le Covid-19 ne se répandra probablement pas de manière aussi exponentielle en Afrique qu'ailleurs dans le monde, il couvrira probablement dans les points chauds de transmission* », a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. « *Le Covid-19 pourrait devenir un incontournable dans nos vies au cours des prochaines années si de nombreux gouvernements de la région n'adoptent pas une approche proactive. Nous devons tester, tracer, isoler et*

*traiter* », a-t-elle ajouté.

Les nouvelles estimations sont fondées sur la modification du risque de transmission et de la gravité des maladies par des variables spécifiques à chaque pays afin de tenir compte de la nature unique de la région. Le modèle prévoit un taux de transmission plus lent, un âge plus bas des personnes atteintes de maladies graves et des taux de mortalité plus faibles que ceux observés dans les pays les plus touchés du reste du monde.

Cette recherche, qui s'appuie sur des modèles de prédiction, porte sur quarante-sept pays de la région africaine de l'OMS, dont la population totale est d'un milliard d'habitants. « *Cette situation est largement due à des facteurs sociaux et environnementaux qui ralentissent la transmission, et à une population plus jeune qui a bénéficié du contrôle des maladies transmissibles*

*telles que le VIH et la tuberculose pour réduire ses éventuelles vulnérabilités* », indique l'étude. Toutefois, le taux de transmission plus faible suggère une épidémie plus prolongée sur quelques années, selon l'étude qui a également révélé que les petits pays africains aux côtés de l'Algérie, de l'Afrique du Sud et du Cameroun sont à haut risque si les mesures d'endiguement ne sont pas prioritaires. Le nombre prévu de cas nécessitant une hospitalisation dépasserait les capacités médicales disponibles dans une grande partie de l'Afrique. On estime qu'il y aurait 3,6 à 5,5 millions d'hospitalisations du Covid-19, dont 82 000 à 167 000 seraient des cas graves nécessitant de l'oxygène, et 52 000 à 107 000 des cas critiques nécessitant une assistance respiratoire. Un nombre aussi important de patients hospitalisés mettrait à rude épreuve les capacités sanitaires des pays.

Une enquête sur les services de santé dans la région africaine, entreprise en mars 2020 sur la base des déclarations faites par quarante-sept pays à l'OMS, a

révélé qu'il y avait en moyenne neuf lits d'unité de soins intensifs pour un million de personnes, ce qui est largement insuffisant. En outre, l'accès physique à ces services pour la population générale est très faible, ce qui laisse penser que de nombreuses personnes n'auraient même pas la possibilité d'accéder aux soins nécessaires. En conséquence, les maladies qui devraient être prises en charge pourraient facilement se compliquer. Augmenter la capacité des hôpitaux primaires

L'étude recommande aux pays africains d'augmenter la capacité des hôpitaux primaires en particulier et de veiller à ce que les soins d'urgence de base soient inclus dans les systèmes de santé primaires. « *L'importance de promouvoir des mesures d'endiguement efficaces est d'autant plus cruciale que la transmission soutenue et généralisée du virus pourrait gravement submerger nos systèmes de santé* », a déclaré le Dr Moeti qui estime que « *freiner une épidémie à grande échelle est bien plus coûteux que les mesures préven-*

*tives que les gouvernements prennent actuellement pour contenir la propagation du virus.* » Les mesures de confinement, en particulier l'éloignement physique et l'amélioration de l'hygiène, visent à ralentir la transmission du virus afin que ses effets se produisent à un rythme gérable par le système de santé. Tous les pays de la région africaine de l'OMS utilisent ces résultats par l'intermédiaire des bureaux de pays de l'OMS pour informer leurs actions de confinement. Les méthodes et les résultats détaillés sont actuellement sous presse au British Medical Journal-Global Health après un examen et une validation approfondis par les pairs. La conférence de presse a connu l'intervention du Dr Amit Thakker, président exécutif d'Africa Health Business et président de la Fédération africaine des soins de santé, ainsi que celle de Stephen Karingi, directeur du commerce et de l'intégration régionale de la Commission économique pour l'Afrique.

*Yvette Reine Nzaba*